



**Arrêté de création de commission
au titre de recrutement par contrat de chaire de professeur junior**

Le Président de l'UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE,

VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5, L. 952-6-2 et le cas échéant L713-9;

VU le décret n° 2021-1710 du 17 décembre 2021 modifié relatif au contrat de chaire de professeur junior prévu par l'article L. 952-6-2 du code de l'éducation et par l'article L. 422-3 du code de la recherche;

ARRETE :

Article 1 : Une commission chargée, dans une première séance d'examiner les candidatures, puis dans une deuxième séance d'auditionner les candidats et dresser la liste des candidats jugés aptes à être recrutés en les classant par ordre de mérite selon leurs projets de recherche et d'enseignement, est créée dans le cadre du recrutement de chaire de professeur junior à conduire sur l'emploi 252887 en 17 - Philosophie, 19 - Sociologie, démographie, 22 - Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes..., 72 - Epistémologie, histoire des sciences et des techniques, pour une prise de fonctions le 01/10/2025.

Article 2 : Sont nommés membres de la commission pour l'emploi désigné ci-dessus :

Civilité	Nom d'usage	Prénom	Interne ou externe	Spécialiste ou non spécialiste
Madame	DEJOUX	VIRGINIE	Interne	Non spécialiste
Monsieur	ANCET	PIERRE	Interne	Spécialiste
Monsieur	MARCHAL	HERVE	Interne	Spécialiste
Madame	BURGAT	Florence	Externe	Spécialiste
Monsieur	QUENET	GREGORY	Externe	Non spécialiste
Monsieur	VIGREUX	JEAN	Interne	Non spécialiste
Madame	LE RU	VERONIQUE	Externe	Spécialiste

Madame	PELLUCHON	CORINE	Externe	Spécialiste
Monsieur	PONTILLE	David	Externe	Spécialiste
Monsieur	KAUFMANN	Vincent	Externe	Non spécialiste

Article 3 : Est nommé(e) président.e du comité de sélection créé pour l'emploi désigné ci-dessus, et le cas échéant, est nommé(e) vice-président.e :

ANCET PIERRE

MARCHAL HERVE

Article 4 : Le Directeur Général des services est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 26/06/2025

Le Président

Vincent THOMAS



Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite –et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis-, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.